

# Les Burkinabè font confiance à l'armée mais veulent qu'elle se consacre uniquement au terrorisme

Dépêche No. 692 d'Afrobarometer | Styve Firmin Ramde

## Résumé

En raison de la relative stabilité qui préexistait au Burkina Faso avant 2014, le pays attirait moins d'attention que ses voisins dans les débats internationaux et régionaux sur la sécurité. Aujourd'hui, devenu le théâtre de nombreuses attaques terroristes, le pays des hommes intègres est au cœur de l'actualité, car sa situation sécuritaire est devenue inquiétante (Loada & Romaniuk, 2014 ; Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires, 2023).

En huit années, les attaques djihadistes au Burkina Faso ont fait plus de 10.000 morts civils et militaires et plus de 2 millions de déplacés (Africanews, 2023). Pour faire face à cette crise sécuritaire, les dirigeants ont été obligés de réorienter leurs politiques gouvernementales. Les allocations budgétaires au profit des ministères en charge de la défense et de la sécurité ont été revues à la hausse, le maillage sécuritaire du territoire a été renforcé, l'effectif des unités de défense déjà existantes a été augmenté et doté en matériels de sécurité appropriés (Samboe, 2018 ; Nations Unies, 2018).

Omniprésente dans la sphère politique depuis le premier coup d'État du 3 janvier 1966, l'armée burkinabè s'est de nouveau illustrée en menant deux coups d'États successifs en huit mois en 2022. Le motif principal évoqué est l'incapacité des précédents régimes à contenir les incursions terroristes.

Ce travail s'intéresse aux préoccupations sécuritaires ainsi qu'aux perceptions des citoyens sur le rôle des différents acteurs de la crise. Il ressort de la plus récente enquête nationale d'Afrobarometer que la question sécuritaire est la plus préoccupante pour les Burkinabè, dont la majorité se sont sentis en insécurité dans leur quartier ou leur domicile pendant les 12 derniers mois qui ont précédé la collecte de données.

A peu près la moitié des citoyens imputent la responsabilité de la crise sécuritaire (en dehors des groupes terroristes) à la France, et beaucoup estiment que cette responsabilité incombe aux précédents régimes du Burkina Faso.

Les Burkinabè font confiance aux Forces de Défense et de Sécurité et pensent qu'il est légitime qu'elles prennent le contrôle du pays quand les gouvernants abusent du pouvoir au nom de leurs propres intérêts. Mais bien qu'ils soient conscients de l'utilité de l'armée dans la restauration de la sécurité, les citoyens souhaitent que les militaires qui sont au pouvoir se concentrent uniquement sur la lutte contre l'insécurité au lieu de faire aussi de la politique.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023)

couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Burkina Faso, conduite par l'Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD), s'est entretenue avec 1.200 adultes burkinabè entre le 20 septembre et le 12 octobre 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Burkina Faso en 2008, 2012, 2015, 2017 et 2019.

## Résultats clés

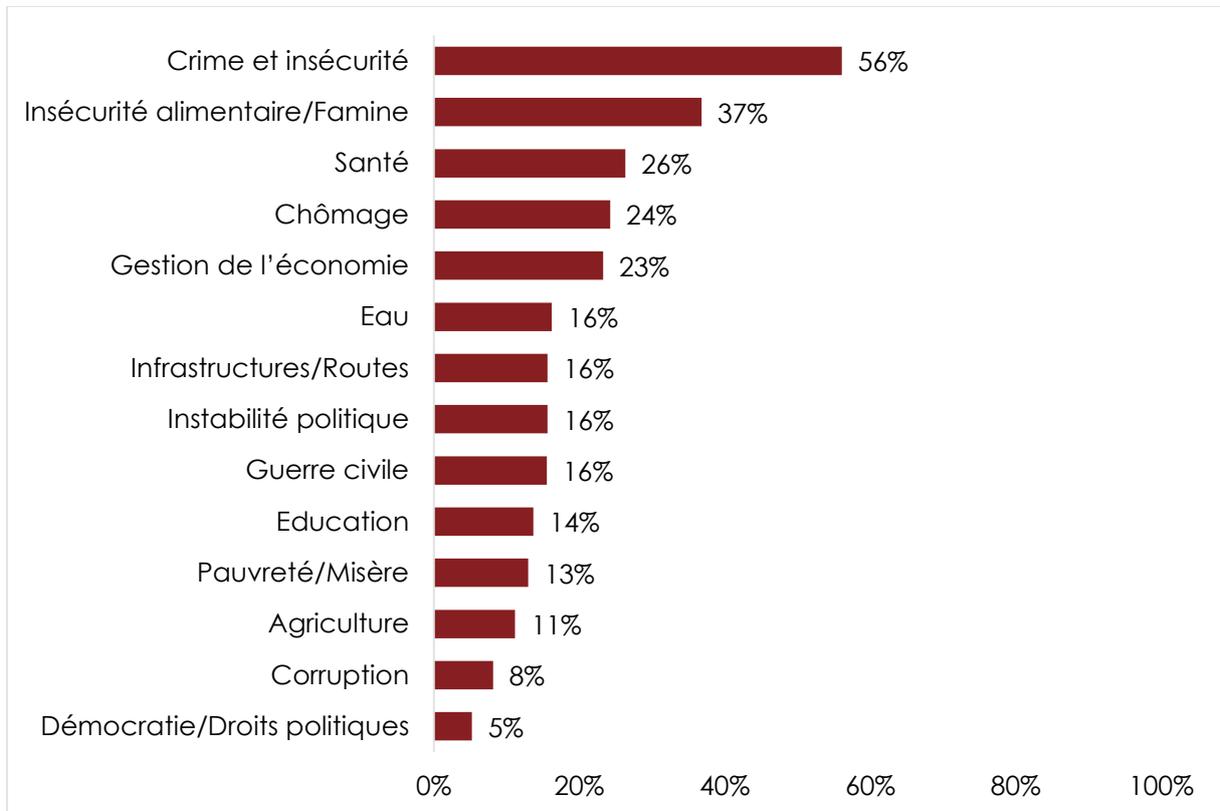
- Le crime et l'insécurité sont les plus importants problèmes auxquels le pays fait face et dont le gouvernement devrait s'attaquer, selon les citoyens burkinabè.
- Plus des trois quarts (77%) des Burkinabè disent qu'ils se sont sentis en insécurité dans leur quartier au moins une fois pendant l'année écoulée, et les deux tiers (66%) déclarent avoir craint d'être victimes de crime à domicile.
  - La peur d'insécurité au quartier a augmenté de 32 points de pourcentage depuis 2012, pendant que la crainte d'être victime d'un crime chez soi a doublé.
- Aux yeux des Burkinabè, la France (45%) et les précédents régimes du Burkina Faso (31%) sont les responsables majeurs de la crise sécuritaire, hormis les groupes armés terroristes.
- La majorité (76%) des citoyens font « beaucoup » (54%) ou « partiellement » (22%) confiance aux forces de défense.
- Deux tiers (66%) des citoyens pensent qu'il est légitime que l'armée prenne le contrôle du pays quand les gouvernants abusent du pouvoir au nom de leurs propres intérêts.
- De larges majorités estiment que les Forces de Défense et de Sécurité (78%) et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) (73%) sont « beaucoup utiles » dans la lutte pour recouvrir l'intégrité territoriale et l'unité nationale du Burkina Faso.
- Cependant, l'écrasante majorité (83%) des Burkinabè soutiennent que les militaires qui sont au pouvoir devraient se concentrer entièrement sur la lutte contre l'insécurité au lieu de faire aussi de la politique.

## Sentiment d'insécurité

La question sécuritaire au Burkina Faso est d'actualité et est au cœur des préoccupations tant des populations que de leurs dirigeants. Lorsqu'on demande aux citoyens quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, il ressort que leur première priorité est l'insécurité. La majorité (56%) des répondants évoquent le crime et l'insécurité comme l'une de leurs trois priorités, bien au-devant de l'insécurité alimentaire (37%), la santé (26%), le chômage (24%) et la gestion de l'économie (23%) (Figure 1).

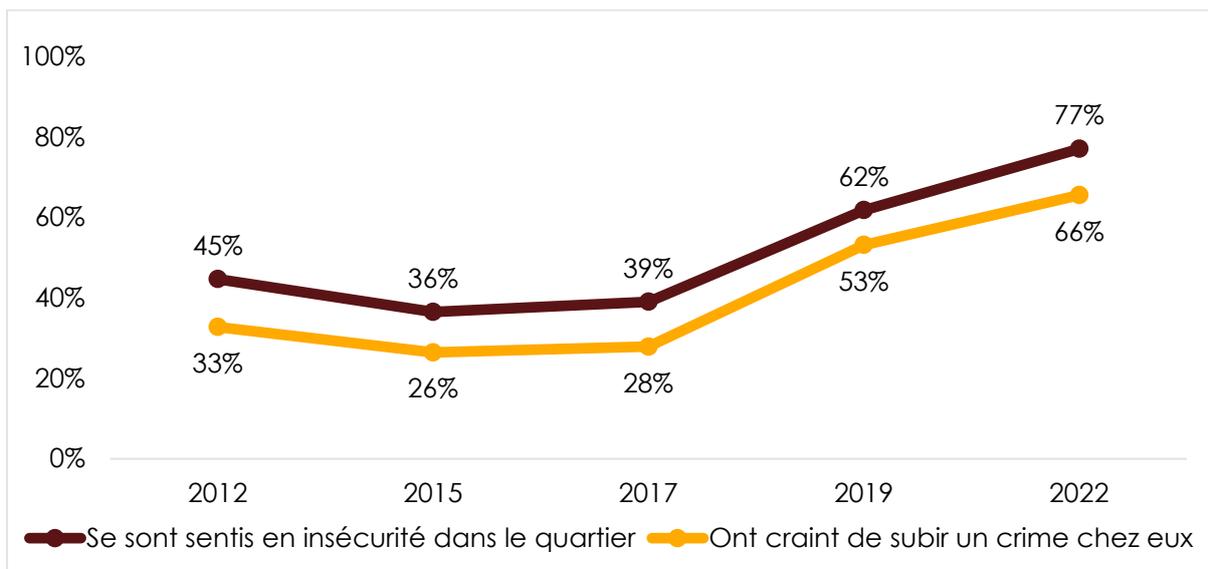
La détérioration constante du climat sécuritaire au Burkina Faso est manifeste. Plus des trois quarts (77%) des citoyens déclarent s'être sentis en insécurité dans leur quartier au moins une fois pendant les 12 derniers mois ayant précédé l'enquête, et les deux tiers (66%) disent avoir craint d'être victimes d'un crime chez eux à la maison (Figure 2). Le sentiment d'insécurité s'est développé chez les Burkinabè au fil du temps. La peur de la criminalité ou de la violence dans le quartier a augmenté de 32 points de pourcentage en une décennie, pendant que celle de subir un crime à domicile a doublé.

**Figure 1 : Les problèmes les plus importants** | Burkina Faso | 2022



**Question posée aux répondants :** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

**Figure 2 : Sentiment d'insécurité** | Burkina Faso | 2012-2022



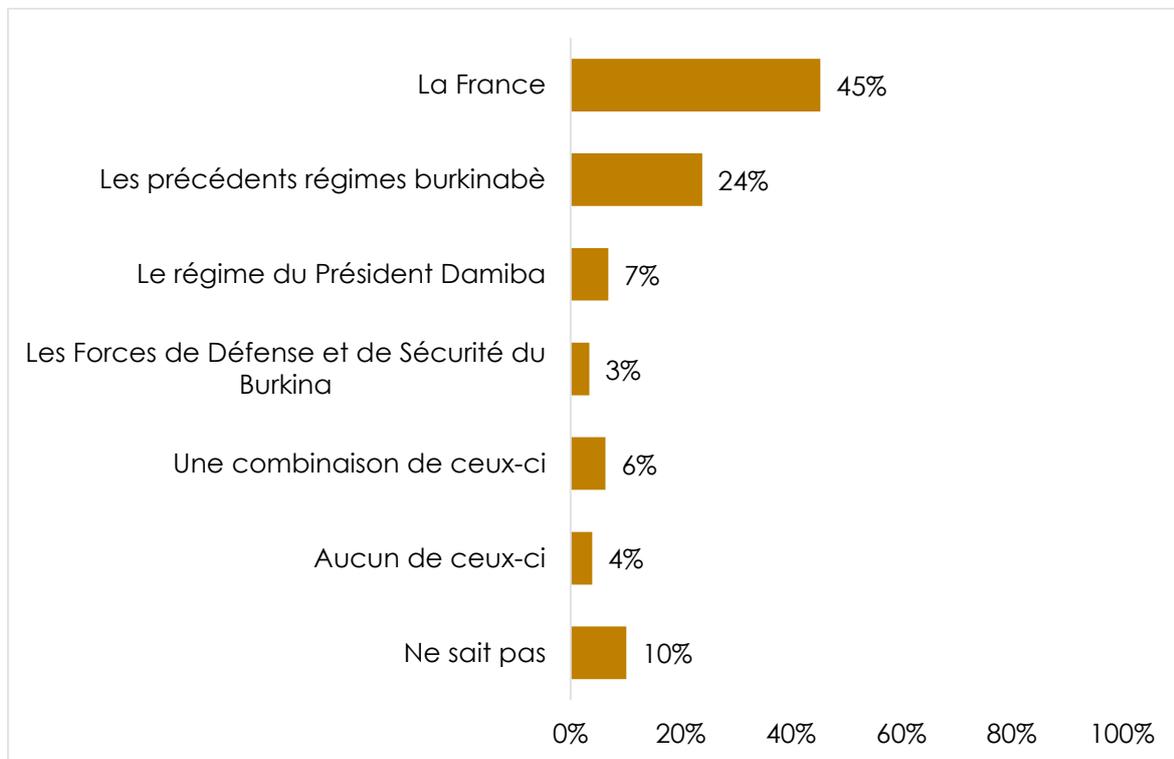
**Questions posées aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

### Responsabilité et répercussions de la crise sécuritaire

La présence militaire française n'est plus en odeur de sainteté dans les pays en proie aux attaques terroristes dans la sous-région ouest-africaine, notamment au Burkina Faso. Les accusations proférées par la junte malienne à l'encontre de la France, selon lesquelles elle fournirait un soutien en armement et en renseignements aux groupes armés terroristes, nourrissent cette méfiance et le doute sur son rôle dans la crise sécuritaire (Le Cam & Châtelot, 2022).

Près de la moitié (45%) des Burkinabè pensent qu'en dehors des groupes armés terroristes, la France est le premier responsable de la crise sécuritaire que connaît leur pays. Trois sur 10 (31%) des citoyens indexent les précédents régimes qui se sont succédés à la tête du pays, y compris 7% qui tiennent pour responsable celui de Paul-Henri Sandaogo Damiba, le président intérimaire au moment de l'enquête. Seulement 3% blâment les Forces de Défense et de Sécurité (Figure 3).

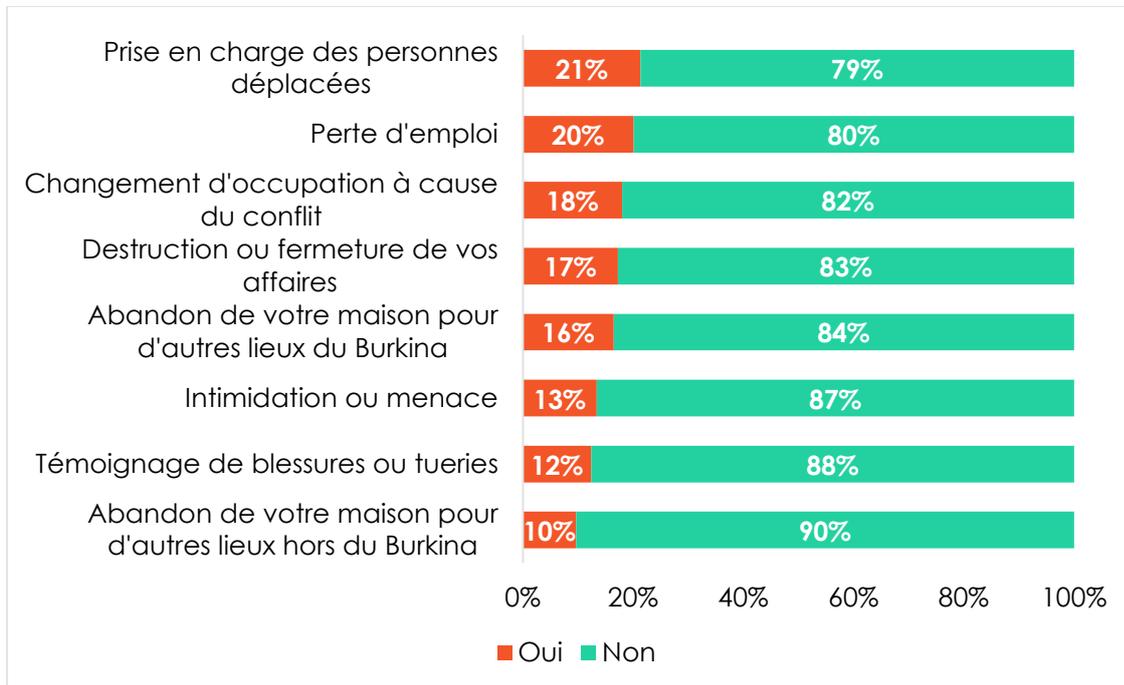
**Figure 3 : Responsabilité de la crise sécuritaire | Burkina Faso | 2022**



**Question posée aux répondants :** En dehors des groupes armés terroristes qui occupent une partie du territoire burkinabè, lequel des acteurs suivants est le plus responsable de la crise sécuritaire que connaît notre pays ?

La crise sécuritaire au Burkina Faso affecte le quotidien de la population sur plusieurs aspects. Environ deux répondants sur 10 déclarent qu'à cause de la crise sécuritaire, eux-mêmes ou les membres de leur ménage ont pris en charge des personnes déplacées internes dans leurs maisons (21%), ont perdu leur emploi (20%), ont changé d'occupation (18%), ont vu détruites ou fermées leurs affaires (17%) ou ont abandonné leurs maisons pour d'autres lieux du Burkina Faso (16%) (Figure 4). Un sur huit disent avoir subi des intimidations ou des menaces (13%) ou avoir été témoins de blessures ou de tueries (12%), et 10% ont dû abandonner leur domicile pour un autre endroit hors du pays.

**Figure 4 : Répercussions de la crise sécuritaire** | Burkina Faso | 2022



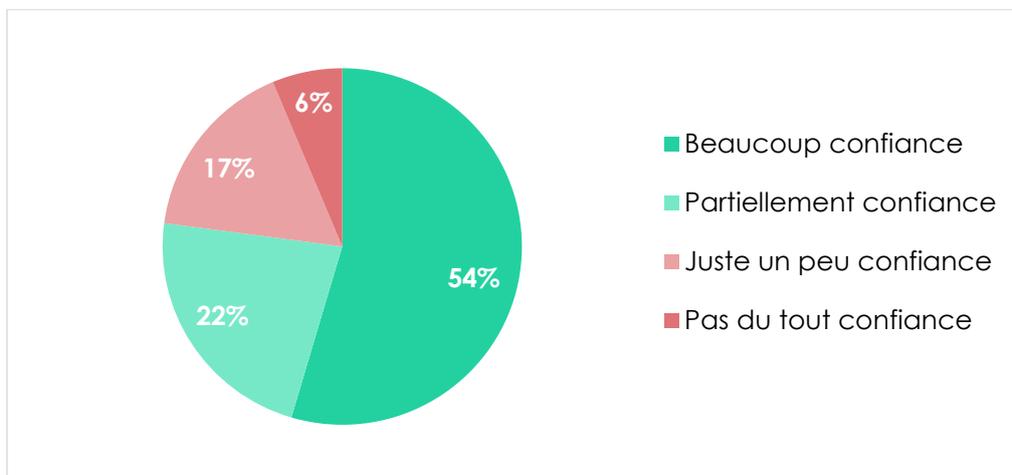
**Questions posées aux répondants :** S'il vous plaît, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille ont été affectés par la crise sécuritaire, d'une des manières suivantes ?

### Les militaires et la crise sécuritaire

Dans les pays sous l'emprise terroriste en Afrique de l'Ouest, la prise du pouvoir par les militaires semble avoir un écho favorable au sein de la population, qui manifeste pourtant un fort attachement aux principes démocratiques. L'argument principal souvent avancé pour justifier les putschs est la mauvaise gestion dont fait preuve les dirigeants élus (BBC, 2022).

Les forces de défense du Burkina Faso bénéficient de la confiance des citoyens burkinabè. Trois quarts (76%) d'entre eux disent lui faire confiance, dont 54% « beaucoup confiance » (Figure 5).

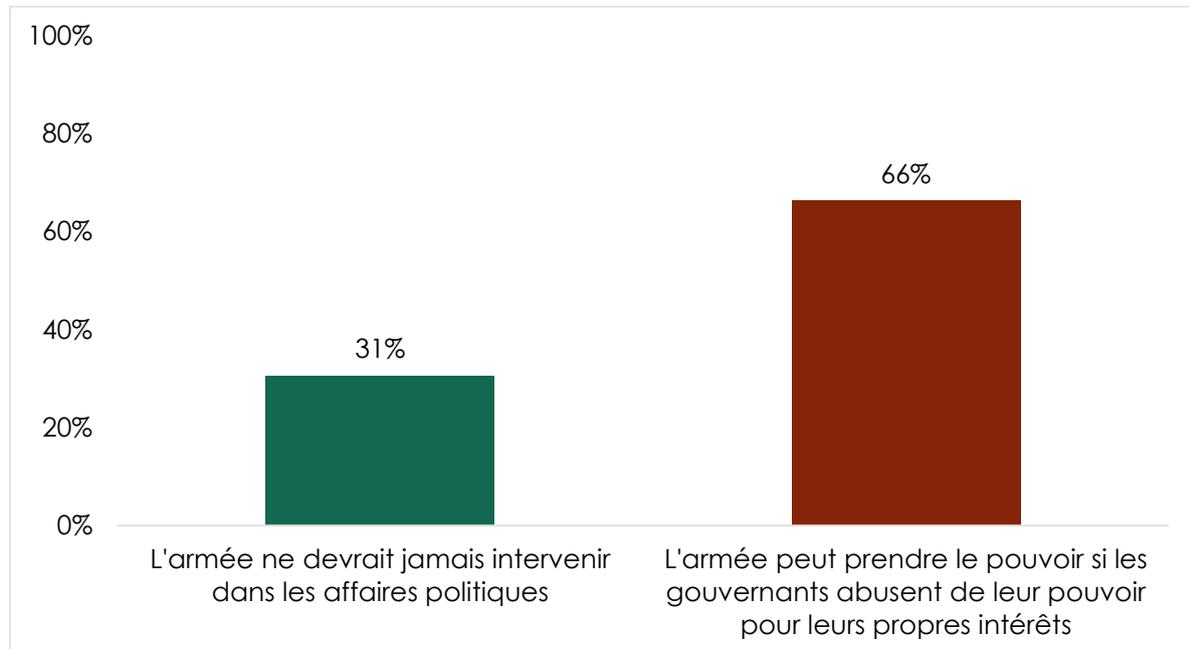
**Figure 5 : Confiance à l'armée** | Burkina Faso | 2022



**Question posée aux répondants :** A quel point faites-vous confiance aux forces de défense du Burkina Faso, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Par ailleurs, la majorité (66%) des citoyens pensent qu'il est légitime que les forces armées prennent le contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir au nom de leurs propres intérêts (Figure 6). Toutefois, trois répondants sur 10 (31%) soutiennent que l'armée ne devrait jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.

**Figure 6 : Intervention de l'armée en politique | Burkina Faso | 2022**



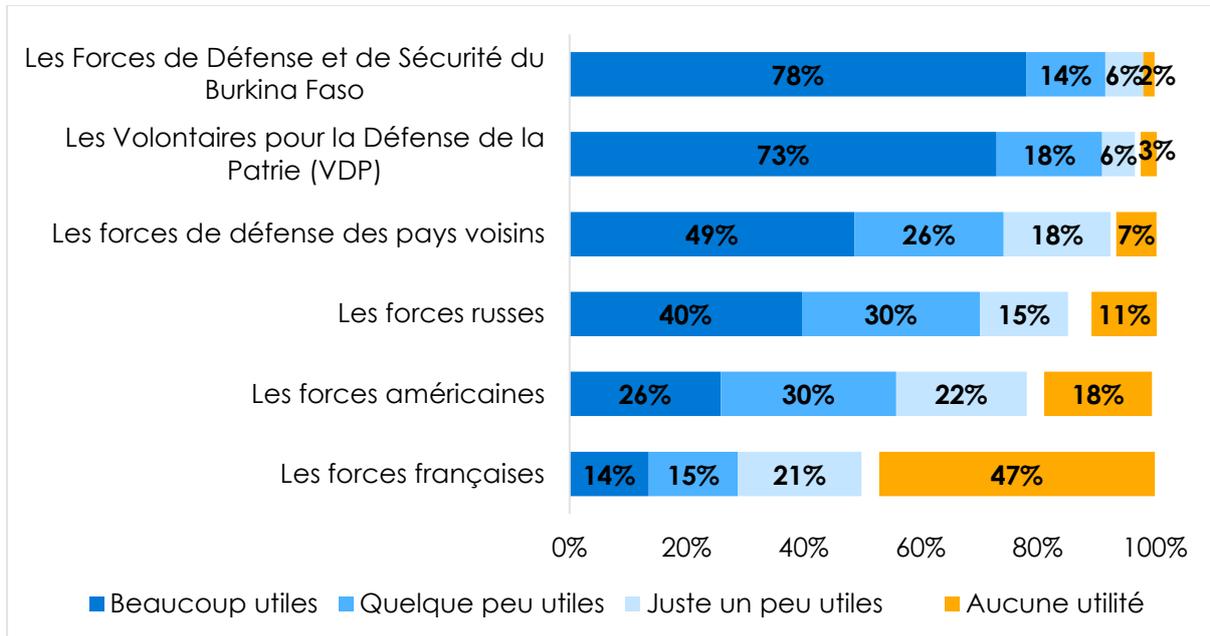
**Question posée aux répondants :** Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ?  
 Affirmation 1 : Les forces armées du Burkina Faso ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.  
 Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.  
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

En plus, une écrasante majorité des citoyens estiment que les Forces de Défense et de Sécurité (92%) et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (91%) sont « quelque peu » ou « beaucoup » utiles pour aider le Burkina Faso à recouvrer son intégrité territoriale et son unité nationale (Figure 7). Les forces étrangères telles que les forces de défense des pays voisins (75%), les forces russes (70%) et les forces américaines (56%) sont aussi considérées comme « quelque peu » ou « beaucoup » utiles à la lutte pour la sécurisation du pays. Les forces françaises, par contre, sont perçues comme inutiles dans cette lutte par près de la moitié (47%) des Burkinabè.

Malgré cette confiance et cette reconnaissance de l'utilité des Forces de Défense et de Sécurité dans la crise sécuritaire, la grande majorité (83%) des Burkinabè soutiennent que les militaires qui sont au pouvoir depuis janvier 2022 devraient se concentrer entièrement sur la lutte contre l'insécurité au lieu de faire aussi de la politique (Figure 8).

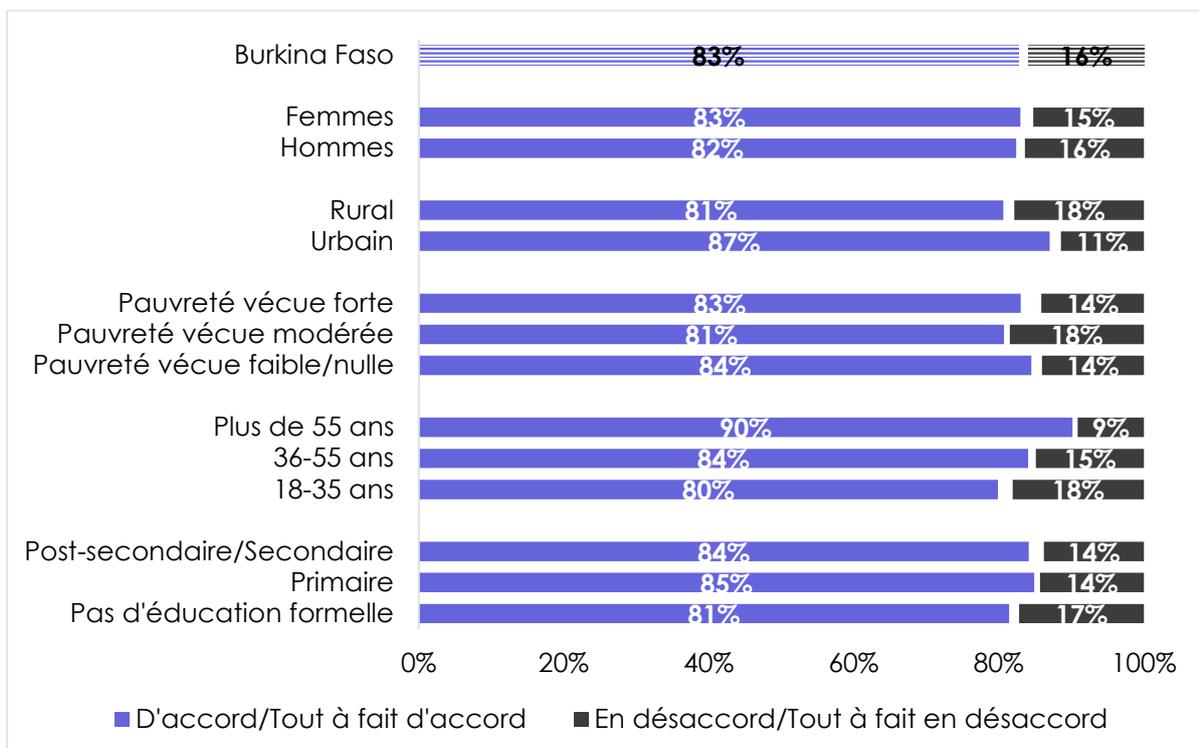
Cette opinion est largement répandue parmi les groupes démographiques clés mais l'est plus chez les citadins (87%) que leurs homologues villageois (81%). Elle augmente aussi avec l'âge des répondants, allant de 80% des jeunes à 90% des plus de 55 ans.

**Figure 7 : Utilité des forces dans la crise sécuritaire** | Burkina Faso | 2022



**Questions posées aux répondants :** A votre avis, combien les forces suivantes sont-elles utiles pour aider le Burkina Faso à recouvrer son intégrité territoriale et son unité nationale, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

**Figure 8 : Les militaires devraient-ils se concentrer sur la lutte contre l'insécurité ou la politique ?** | par groupe démographique | Burkina Faso | 2022



**Question posée aux répondants :** Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord : Les militaires qui sont au pouvoir depuis janvier 2022 devraient se concentrer entièrement sur la lutte contre l'insécurité au lieu de faire aussi de la politique ?

## Conclusion

Avec l'ampleur de la situation sécuritaire aujourd'hui au Burkina Faso, il n'est pas surprenant que la majorité des Burkinabè craignent d'être victimes d'insécurité dans leur quartier ou domicile, et que le crime et l'insécurité soient le plus important défi du pays.

Au-delà des ressentis qu'impliquent cette crise, dont la France est indexée comme première responsable à part les groupes terroristes par près de la moitié des Burkinabè, le quotidien des citoyens a été aussi affecté de diverses manières. De la prise en charge des personnes déplacées internes aux abandons de domicile, en passant par les impacts économiques et aux atteintes à l'intégrité physique, les Burkinabè sont nombreux à être affectés.

Par ailleurs, pour résoudre cette problématique sécuritaire, les citoyens estiment que les Forces de Défense et de Sécurité, à qui ils font majoritairement confiance, ainsi que les Volontaires pour la Défense de la Patrie et les forces étrangères à l'exception des forces françaises seront utiles.

Toutefois, les Burkinabè estiment que les militaires au pouvoir devraient exclusivement se concentrer sur la lutte contre le terrorisme au lieu de faire aussi de la politique.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil  
d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Africanews. (2023). Burkina Faso : Au moins 34 soldats et VDP tués dans une attaque. 28 juin.
- BBC. (2022). Démocratie en Afrique : La multiplication des coups d'État ne signifie pas la fin de la démocratie. 12 février.
- Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires. (2023). Burkina Faso : Aperçu des besoins humanitaires 2023.
- Le Cam, M., & Châtelot, C. (2022). La junte malienne accuse la France d'armer des groupes djihadistes, sans fournir de preuves. Le Monde. 18 août.
- Loada, A., & Romaniuk, P. (2014). Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale. Global Center on Cooperative Security.
- Nations Unies. (2018). Déclaration du Burkina Faso. Conférence de haut niveau des Nations Unies des chefs d'agences de lutte contre le terrorisme.
- Samboe, E. K. (2018). Loi de finances 2019 : 23% et 38% de hausse pour les budgets de la défense et de la sécurité. Lefaso.net. 19 décembre.

**Styve Firmin Ramde** est doctorant en économie et chargé de projet Empowering Women in Politics (EWIP) à l'Institut pour la Gouvernance et le Développement. Email : ramdefirmin@gmail.com.

Cette dépêche a été réalisée dans le cadre d'un atelier d'écriture d'Afrobarometer.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, de la Fondation Mastercard, du Ministère des Affaires Etrangères du Finlande, de la Fondation David et Lucile Packard, de l'University of California San Diego, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ et Luminare.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 692 d'Afrobarometer | 24 août 2023